

## L'UE et Londres nouent un accord provisoire sur leur relation post-Brexit

L'UE et le Royaume-Uni ont trouvé jeudi un accord provisoire sur la relation « ambitieuse » qu'ils espèrent bâtir après le Brexit, mais les négociations sur leur divorce sont encore loin d'être bouclées, à trois jours d'un sommet crucial.

Le sort de l'enclave de Gibraltar et la question des futurs droits de pêche des Européens dans les eaux britanniques font partie des principaux problèmes restant à résoudre pour conclure ces tractations d'une complexité inédite, à environ quatre mois du départ britannique.

Au lendemain d'une visite éclair de la Première ministre Theresa May à Bruxelles, un projet de « déclaration politique » de 26 pages, préparé par les deux équipes de négociateurs, a été transmis jeudi aux capitales européennes.

Ce texte a été « convenu au niveau des négociateurs et accepté en principe au niveau politique, sous réserve de l'approbation des dirigeants » dimanche lors d'un sommet à Bruxelles, a annoncé le président du Conseil européen Donald Tusk.

Le document sera joint au « traité de retrait » du Royaume-Uni, qui a déjà fait l'objet d'un accord la semaine dernière entre les deux parties. Il « établit les paramètres d'un partenariat ambitieux, large, approfondi et flexible » en matière de commerce, de politique étrangère, de défense et de sécurité, selon le texte vu par l'AFP.

Contrairement au traité, il n'aura pas de valeur juridique mais il revêt une forte portée politique, pour fixer le cadre de négociations qui ne pourront démarrer qu'après le Brexit, programmé fin mars 2019.

### – Transition prolongée –

Les deux équipes de négociations sont aussi convenues que la période de transition post-Brexit pourra être prolongée jusqu'à deux ans après la fin 2020, la date initialement prévue dans le traité de retrait.

Pendant cette transition, le Royaume-Uni continuera d'appliquer les règles de l'UE et d'y contribuer financièrement, sans cependant participer aux décisions, au grand dam des partisans britanniques d'une rupture nette et rapide.



L'annonce de ces progrès dans les négociations a fait immédiatement bondir la livre britannique face au dollar.

« C'est le bon accord pour le Royaume-Uni. Il met en oeuvre le résultat du référendum » de juin 2016, s'est félicitée Theresa May devant Downing Street, avant une déclaration devant les députés prévue dans l'après-midi.

La veille, à l'issue d'une rencontre de deux heures avec le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, elle avait annoncé qu'elle reviendrait samedi à Bruxelles pour finaliser les négociations, à la veille du sommet spécial censé sceller un accord final de divorce.

Plusieurs pays européens parmi les 27 avaient insisté en coulisses pour que les négociations accélèrent et que les capitales disposent d'un temps suffisant pour examiner les textes, faute de quoi le sommet pourrait être reporté selon plusieurs diplomates.

« La France et l'Allemagne sont d'accord: il ne doit pas y avoir pas de négociation lors du Conseil européen (dimanche) et les textes doivent donc être prêts à l'avance », a expliqué une source diplomatique.

« C'est un équilibre délicat à trouver », a expliqué une autre source diplomatique. Les 27 ne veulent pas d'un texte transmis « au dernier moment », mais ils « comprennent bien que Mme May a besoin d'un peu de dramaturgie pour montrer qu'elle a négocié jusqu'au bout ».

### – Merkel prudente –

La chancelière allemande Angela Merkel a prévenu qu'il restait du chemin à faire pour parvenir à un grand accord final sur le Brexit.

« Nous avons déjà fait des progrès, mais il y aura certainement encore beaucoup de discussions nécessaires, surtout aussi au Royaume-Uni », a-t-elle affirmé lors d'une discussion avec des entrepreneurs allemands.

« Les questions de Gibraltar et de la pêche » doivent « encore être résolues », a admis jeudi devant la presse le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas.

L'Espagne a menacé de s'opposer à tout accord sur le Brexit dimanche si elle n'obtient pas que soit inscrit noir sur blanc qu'elle disposerait d'un droit de veto sur les négociations futures concernant l'enclave britannique de Gibraltar, située dans le sud l'Espagne.



La question sensible du futur accès des flottes européennes aux eaux territoriales du Royaume-Uni continue également de provoquer des tensions.

Des pays comme la France insistent pour que soit clairement affirmé le lien entre l'accès futur au marché européen pour les poissons pêchés par les Britanniques et l'accès aux eaux territoriales britanniques pour les Européens.

Avant le projet d'accord annoncé jeudi, celui qui avait déjà été annoncé la semaine dernière concernait le « traité de retrait » du Royaume-Uni, un texte de près de 600 pages, qui détricote les liens noués pendant plus de 40 ans d'adhésion du Royaume-Uni.

Ce texte règle notamment la question de la facture que devra payer Londres à l'UE, sans la chiffrer, et prévoit une solution controversée pour éviter en dernier recours le retour d'une frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.

Lien article : <https://int.ma/lue-londres-nouent-accord-provisoire-relation-post-brexit/>

